

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies, . . .	70 fr.	40 fr.
Etranger { Pays à demi-tarif	100 fr.	60 fr.
{ Pays à plein tarif	120 fr.	70 fr.

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 3. fr.
Par porteur ou par la poste.
Togo, France et Colonies : 3. fr. 50
Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	4 fr.
Minimum	20 fr.
La page	400 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum	20 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.
Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1945

3 mai	— Décret 45-889 relatif aux pouvoirs de police des Gouverneurs généraux, Gouverneurs, Résidents supérieurs et Chefs de territoires. (Arrêté de promulgation n° 399 Cab. du 27 juillet 1945)	404
7 mai	— Ordonnance portant institution de jours fériés	405
23 juin	— Ordonnance déclarant applicable dans les territoires relevant du ministère des colonies l'ordonnance du 7 mai 1945 portant institution de jours fériés. (Arrêté de promulgation n° 400 Cab. du 27 juillet 1945)	404

ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

1945

20 juillet	— N° 2.187 AJ. — Arrêté général fixant du 15 septembre au 15 octobre 1945, les vacances judiciaires dans le ressort de la Cour d'Appel de l'A.O.F.	405
25 juillet	— N° 2277 F. — Arrêté général relatif aux billets de la banque de l'Algérie et de la banque d'Etat du Maroc	406
28 juillet	— N° 2.317 AP. — Arrêté général modifiant les arrêtés généraux Nos 681 AP. du 1 ^{er} mars 1945 et 880 AP. du 20 mars 1945 relatifs à la révision des listes des notables des communes mixtes, (soumis à la procédure de publication d'urgence par arrêté local N° 409 Cab. du 3 août 1945)	406

ACTES DU POUVOIR LOCAL

1945

19 mai	— N° 257 F. bis — Arrêté portant ouverture de crédits supplémentaires au budget local du Togo — exercice 1944	406
25 juillet	— N° 393 AE/3 — Arrêté interdisant la vente de certaines marchandises d'importation	407
27 juillet	— N° 424 APA. — Décision modifiant la décision N° 247 APA. du 15 mai 1945 désignant le directeur de publication et le comité technique du Journal « Le Togo Français »	407
30 juillet	— N° 402 E. — Arrêté instituant au Togo le certificat d'aptitude à l'enseignement	407
30 juillet	— N° 403 E. — Arrêté modifiant la réglementation du certificat d'études primaires élémentaires au Togo	409
30 juillet	— N° 428 E. — Décision modifiant la décision N° 66 E. du 17 février 1945 fixant les dates des vacances et des examens pour l'année scolaire 1945.	410
30 juillet	— N° 404 TP. — Arrêté portant autorisation de voirie	411
31 juillet	— N° 405 F. — Arrêté abrogeant l'arrêté N° 402 F. du 1 ^{er} août 1944 créant la station de repos de Misahohé	411
4 août	— N° 412 SE. — Arrêté déclarant infectés de peste bovine les cantons de Bapuré et Kabou (Subdivision de Bassari).	411
5 août	— N° 414 SE. — Arrêté déclarant infectés de peste bovine les cantons de Sarakawa et Bau (Subdivision de Lama-Kara).	411
6 août	— N° 417 APA. — Arrêté portant nomination et classement des chefs de canton de la Subdivision de Klouto (Cercle du Centre).	412

6 août	— N° 419 F. — Arrêté fixant à nouveau le classement des résidences et déterminant l'ameublement attribué à chaque classe	412
Rectificatif à l'Ordre Général N° 1 du 10 mars 1943	portant règlement intérieur du personnel auxiliaire employé au Réseau du Chemin de fer du Togo	413
Additif à l'arrêté N° 257 F. du 19 mai 1945 portant ouverture de crédits supplémentaires.		413
Personnel		413
Divers		417

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis et communications

Audience de vacations	420
Avis d'adjudication	420
Avis de Concours	421
Domaines	421
Société Commerciale de l'Ouest Africain	421

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Police

ARRETE N° 399/CAB. du 27 juillet 1945.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CROIX DE GUERRE — MÉDAILLE DE LA RÉSISTANCE,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;
Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;
Vu l'arrêté général N° 1883 AP. du 21 juin 1945;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo le décret n° 45-889 du 3 mai 1945 relatif aux pouvoirs de police des Gouverneurs généraux, Gouverneurs, Résidents supérieurs et Chefs de territoires.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 27 juillet 1945.

J. NOUTARY.

Le Gouvernement provisoire de la République française,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943, portant institution du Comité français de la Libération nationale, ensemble les ordonnances des 3 juin et 4 septembre 1944;

Vu les décrets du 6 mars 1877, rendant applicables les dispositions du code pénal métropolitain au Sénégal, à la Guyane, à Saint-Pierre et Miquelon, à Mayotte, à Nossi-Bé, en Cochinchine, en Nouvelle-Calédonie, en Océanie et aux Indes;

Vu les recommandations de la conférence de Brazzaville;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Dans les colonies relevant du ministère des colonies autres que les Antilles et la Réunion, les faits prévus par les règlements de police émanés de l'autorité locale sont considérés comme contravention de simple police et punis des mêmes peines.

Néanmoins, les gouverneurs généraux, résidents supérieurs, gouverneurs et chefs de territoires, ont le droit, pour régler les matières d'administration et pour l'exécution des lois, décrets et règlements promulgués dans le groupe de colonies, colonie, protectorat ou territoires, de prendre des arrêtés avec pouvoir de les sanctionner de quinze jours de prison et 1.200 francs d'amende au maximum.

ART. 2. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires et, notamment, l'article 3 des décrets du 6 mars 1877.

ART. 3. — Le garde des sceaux, ministre de la justice, et le ministre des colonies sont chargés de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 3 mai 1945.

C. DE GAULLE.

Par le Gouvernement Provisoire de la République Française :

Le Ministre des Colonies,

P. GIACOBBI.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,
François de MENTHON.

Jours fériés

ARRETE N° 400/CAB. du 27 juillet 1945.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CROIX DE GUERRE — MÉDAILLE DE LA RÉSISTANCE,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;
Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu l'arrêté local N° 375/Cab. du 13 juillet 1945 promulguant au Togo l'ordonnance du 7 mai 1945 prescrivant que la journée du 8 mai 1945, à partir de midi, et la journée du 9 mai 1945 seront jours fériés;

Vu l'arrêté général N° 2055 AP. du 9 juillet 1945;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est rapporté l'arrêté local n° 375/Cab. du 13 juillet 1945 susvisé.

ART. 2. — Est promulguée dans le territoire du Togo l'ordonnance du 23 juin 1945 déclarant applicable dans les territoires relevant du ministère des colonies l'ordonnance du 7 mai 1945 portant institution de jours fériés.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 27 juillet 1945.

J. NOUTARY.

ORDONNANCE N° 45-1384 du 23 juin 1945.

EXPOSE DES MOTIFS

L'ordonnance du 7 mai 1945 a déclaré jours fériés les journées des 8 mai 1945 à partir de midi et du 9 mai 1945. Ces journées devaient être chômées et payées et dans le cas où en raison de sa nature le travail ne pouvait être interrompu, les travailleurs devaient bénéficier, en plus du salaire, d'une indemnité égale à celui-ci.

Bien que cette ordonnance ait été contresignée par le ministre des colonies et qu'il ait été dans les intentions du Gouvernement qu'elle soit applicable aux territoires d'outre-mer aucune mention formelle d'extension à ces territoires n'a été prévue.

Afin d'éviter toute difficulté ultérieure notamment en ce qui concerne le payement des salaires, il a, en conséquence, paru nécessaire de prendre un texte déclarant sans ambiguïté l'extension outre-mer de l'ordonnance susvisée.

Le Gouvernement provisoire de la République française,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale, ensemble les ordonnances des 3 juin et 4 septembre 1944;

Vu l'ordonnance du 7 mai 1945 portant institution de jours fériés;

Le Comité juridique entendu;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — L'ordonnance du 7 mai 1945 portant institution de jours fériés est applicable aux territoires relevant du ministère des colonies.

ART. 2. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République française et exécutée comme loi.

Fait à Paris, le 23 juin 1945.

DE GAULLE.

Par le Gouvernement Provisoire de la République Française :

Le Ministre des Colonies,
P. GIACOBBI.

ORDONNANCE N° 45-940 du 7 mai 1945.

Le Gouvernement provisoire de la République française,

Sur le rapport du Ministre du travail et de la sécurité Sociale;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale, ensemble les ordonnances des 3 juin et 4 septembre 1944;

Le Comité juridique entendu;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — La journée du 8 mai 1945, à partir de midi, et la journée du 9 mai 1945 seront jours fériés.

ART. 2. — Ces journées seront chômées et payées. Dans le cas où, en raison de sa nature, le travail ne pourrait être interrompu, les travailleurs bénéficieront,

en plus de leur salaire, d'une indemnité égale à celui-ci.

ART. 3. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République française et exécutée comme loi.

Fait à Paris, le 7 mai 1945.

DE GAULLE.

Par le Gouvernement Provisoire de la République Française :

Le Ministre du Travail et de la Sécurité sociale,
Alexandre PARODI.

Le Ministre d'Etat, Ministre des affaires étrangères par intérim,
Jules JEANNENEY.

Le Ministre de l'Intérieur,
A. TIXIER

Le Ministre des Colonies, Ministre de l'Economie nationale et des Finances par intérim,
P. GIACOBBI.

Le Ministre des colonies,
P. GIACOBBI.

ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

Cour d'appel

ARRETE N° 2187 AJ. du 20 juillet 1945.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
HAUT-COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMPAGNON DE LA LIBÉRATION, CROIX DE GUERRE,

Vu le décret du 18 octobre 1904, réorganisant le Gouvernement général de l'A.O.F. et les décrets qui l'ont modifié;

Vu le décret du 22 juillet 1939, abrogeant le décret du 16 novembre 1924, et réorganisant la justice française dans le ressort de la cour d'appel de l'A.O.F.;

Sur la proposition du Procureur général, chef du service judiciaire de l'A.O.F. et du Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Des vacances judiciaires auront lieu, pour l'année 1945, dans le ressort de la cour d'appel de l'A.O.F. du 15 septembre au 15 octobre inclus.

ART. 2. — La cour d'appel, les tribunaux de première instance et les justices de paix à compétence étendue, tiendront deux audiences de vacations à des dates fixées par ces juridictions.

ART. 3. — Le chef du service judiciaire de l'A.O.F. et du Togo, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 20 juillet 1945.

Pour le Gouverneur général absent,
Le Gouverneur des colonies,
Secrétaire général du Gouvernement général,
chargé de l'expédition des affaires courantes,
Y. DIGO.

Billets de banque**ARRETE** N° 2277 F. du 25 juillet 1945.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMPAGNON DE LA LIBÉRATION, CROIX DE GUERRE,

Vu le décret du 18 octobre 1904 réorganisant le Gouvernement général de l'A.O.F., modifié par les décrets du 4 décembre 1920 et 30 mars 1925;

Vu le décret du 29 juin 1901 concédant à la Banque de l'Afrique Occidentale son privilège d'émission;

Vu le décret du 9 septembre 1939 rendant applicable aux colonies et territoires sous mandat français le décret-loi du 9 septembre 1939 relatif au contrôle des changes et les décrets qui l'ont modifié par la suite;

Vu l'ordonnance du 5 février 1943 du Général Commandant en Chef;

Vu l'arrêté du 5 avril 1943 autorisant l'introduction en A.O.F. et au Togo des billets des Banques d'Algérie et du Maroc et leur acceptation en paiement par les caisses publiques;

Vu le T. O. des colonies n° 1546 du 20 juillet 1945;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est abrogé à partir de la publication du présent arrêté, l'arrêté du 5 avril 1943 autorisant l'introduction en A.O.F. et au Togo des billets des Banques d'Algérie et du Maroc et leur acceptation en paiement par les caisses publiques.

ART. 2. — Pendant un délai de deux mois à partir de la publication du présent arrêté, les détenteurs de billets de la Banque de l'Algérie et de la Banque d'Etat du Maroc pourront les échanger, sans frais, à toutes les caisses publiques.

ART. 3. — Passé ce délai, seuls les voyageurs venant d'Afrique du Nord pourront échanger auprès de la Banque d'émission, ou toutes autres banques autorisées à cet effet, les billets algériens et marocains dont ils sont détenteurs dans la limite et pour les coupures dont l'exportation hors de ces territoires est autorisée par les règlements sur le contrôle des changes.

ART. 4. — Les Gouverneurs des colonies et le Directeur général des Finances sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Dakar, le 25 juillet 1945.

*Pour le Gouverneur général absent,**Le Gouverneur, Secrétaire général,**chargé de l'expédition des affaires courantes,***Y. DIGO.****Communes-mixtes****ARRETE** N° 2317 AP. du 28 juillet 1945.Par arrêté général n° 2317 AP. du 28 juillet 1945 est modifié ainsi qu'il suit l'article 5 des arrêtés nos 681 AP. du 1^{er} mars 1945 et 880 AP. du 20 mars 1945 relatifs à la révision des listes des notables des communes mixtes :

« ART. 5. — Le renouvellement des commissions municipales aura lieu dans le courant du mois de juillet ou en cas d'impossibilité matérielle dans le courant du mois d'août au plus tard ».

*Soumis à la procédure de publication d'urgence par arrêté local n° 409 Cab. du 3 août 1945.***ACTES DU POUVOIR LOCAL****Ouverture de crédits****ARRETE** N° 257 F. BIS du 19 mai 1945.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CROIX DE GUERRE — MÉDAILLE DE LA RÉSISTANCE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies et notamment l'article 81 modifié par le décret du 19 janvier 1935;

Vu le décret du 7 janvier 1944 portant approbation du budget local du Togo — exercice 1944;

Sous réserve d'approbation ultérieure par décret;

Sous réserve d'approbation en conseil d'administration;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont ouverts au budget local du Togo — exercice 1944 — les crédits supplémentaires suivants :

CHAPITRE II*Haut-Commissariat et Commissariat de la République*

Art. 5. — Dépenses des exercices clos . . . 31.000

CHAPITRE XII*Service d'Intérêt social et économique*

Art. 13. — Dépenses des exercices clos . . . 220.000

Total . . . 251.000

ART. 2. — L'ouverture de ces crédits supplémentaires sera gagée par une annulation correspondante au :

CHAPITRE XIII*Services d'Intérêt social et économique (Matériel)*

Art. 2. — Pharmacie d'approvisionnement et de chimie . . . 251.000

Art. 3. — Le présent arrêté, rendu provisoirement exécutoire, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 19 mai 1945.

J. NOUTARY.

(Approuvé en conseil d'administration le 4 août 1945).

Marchandises d'importation**ARRETE** N° 393 AE/3 du 25 juillet 1945.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CROIX DE GUERRE — MÉDAILLE DE LA RÉSISTANCE,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté du 16 avril 1924;

Vu la loi du 14 mars 1942;

Vu l'arrêté général n° 2.774 SE. du 7 août 1942;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — A compter de la publication du présent arrêté et jusqu'à nouvel ordre sont bloquées les marchandises suivantes récemment débarquées du s/s « Jean-Louis Dreyfus », savoir :

Eau de cologne,
Eaux minérales,
Coutellerie,
Dentifrice,
Réveils,
Disques de Phonos,
Gants et éponges de toilette,
Bouteilles filtrantes,
Rechauds et cuvettes.

ART. 2. — Les ventes seront effectuées suivant modalités fixées par le Chef du Bureau Economique.

ART. 3. — Toute infraction au présent arrêté est passible des sanctions de la loi du 14 mars 1942.

ART. 4. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera rendu immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions et des P.T.T. et tous lieux publics.

Lomé, le 25 juillet 1945.

*P. Le Commissaire de la République absent,
Le Secrétaire général,
chargé de l'expédition des affaires
courantes et urgentes,
H. GAUDILLOT.*

Presse**DECISION** N° 424 APA. du 27 juillet 1945.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CROIX DE GUERRE — MÉDAILLE DE LA RÉSISTANCE,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'ordonnance du 26 août 1944 sur l'organisation de la Presse française promulguée au Togo par arrêté N° 235 du 14 mai 1945;

Vu la décision N° 255 du 10 juin 1944 rattachant la rédaction du Journal « Le Togo Français » au Cabinet du Commissaire de la République;

Vu la décision N° 247 APA. du 15 mai 1945 désignant le Directeur de publication et le Comité technique du Journal « Le Togo Français »;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — M. Bonnard, chef du service de l'exploitation du chemin de fer du Togo est nommé directeur de publication conformément aux prescriptions de l'article 15 de l'ordonnance du 26 août 1944, en remplacement de M. Larrère, partant en congé.

ART. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 27 juillet 1945.

J. NOUTARY.

Enseignement**ARRETE** N° 402 E. du 30 juillet 1945.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CROIX DE GUERRE — MÉDAILLE DE LA RÉSISTANCE,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté N° 609 du 12 octobre 1933 fixant la hiérarchie, la solde, le classement et les conditions spéciales de recrutement du personnel du cadre local européen de l'enseignement du territoire du Togo et les textes modificatifs;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le certificat d'aptitude à l'enseignement au Togo (C.A.E.) permet la titularisation dans le cadre supérieur du personnel enseignant au Togo.

Inscription des candidats

ART. 2. — Tout candidat à l'examen du C.A.E. doit justifier à la date de l'examen écrit, de six mois au moins de service effectif dans les écoles du Togo en qualité d'instituteur stagiaire du cadre supérieur.

Il adresse, avant le 1^{er} avril, au Commissaire de la République :

1^o — Une demande d'inscription sur papier libre sollicitant du Commissaire de la République l'autorisation de se présenter à l'examen;

2^a — La copie certifiée exacte par le chef du service de l'enseignement des rapports d'inspection le concernant.

Centres d'examen

ART. 3. — L'examen a lieu au chef-lieu du Territoire.

L'épreuve écrite est subie pendant la période des grandes vacances, à une date fixée par le Commissaire de la République et publiée au Journal Officiel du Togo. Les candidats, titulaires du brevet supérieur métropolitain complet sont dispensés des épreuves écrites.

Le Commissaire de la République peut créer des centres supplémentaires si le nombre et la résidence des candidats l'exigent et si les possibilités de constituer les commissions le permettent.

Les épreuves pratiques et orales sont subies dans le courant de l'année scolaire qui suit l'admission à l'épreuve écrite et à une date aussi rapprochée que possible de celle à laquelle le candidat termine son stage, dans l'école où il est en service, à défaut, dans une autre école qui lui sera ouverte deux jours avant l'examen. Chaque candidat sera prévenu en temps utile de la date de ces épreuves par les soins du chef du service de l'enseignement.

Commission d'examen

ART. 4. — Les commissions de surveillance de l'épreuve écrite, désignée par le Commissaire de la République, comprennent :

Président :

Le chef du service de l'enseignement ou un inspecteur des écoles.

Membres :

Un instituteur ou une institutrice du cadre supérieur, Un fonctionnaire des cadres supérieurs désigné par le Commissaire de la République;

Si le nombre des centres l'exige, la présidence de la commission appartiendra à un administrateur ou à un administrateur-adjoint.

Les commissions chargées de faire subir les épreuves pratiques et orales seront constituées par :

Président :

Le chef du service de l'enseignement ou son délégué.

Membres :

Un administrateur ou administrateur-adjoint des colonies,

Deux instituteurs ou institutrices du cadre supérieur désignés par le Commissaire de la République.

Une commission centrale, siégeant à Lomé, sera chargée de juger l'épreuve écrite, d'établir le tableau des notes et de dresser la liste des candidats proposés pour l'admission définitive. Elle sera composée comme suit :

Président :

Le secrétaire général ou son représentant.

Vice-Président :

Le chef du service de l'enseignement ou un inspecteur des écoles.

Membres :

Le chef du bureau du Personnel,

Le directeur de l'école primaire supérieure,

Deux membres du personnel enseignant désignés par le Commissaire de la République.

Epreuves

ART. 5. — L'examen comprend :

1^o — Une épreuve écrite éliminatoire;

2^o — Une épreuve pratique;

3^o — Des épreuves orales.

ART. 6. — Les sujets des épreuves écrites sont choisis par le Commissaire de la République sur la proposition du chef du service de l'enseignement et adressés en temps utile, sous pli cacheté, au président de la commission de surveillance.

Les plis contenant les épreuves sont ouverts devant les candidats le jour de l'examen, au fur et à mesure que s'effectuent les compositions.

ART. 7. — L'épreuve écrite consiste en une composition sur un sujet de pédagogie ou de psychologie relatif à l'enseignement des indigènes (durée : 3 heures).

Cette épreuve aura lieu le matin du jour fixé pour l'examen.

A la fin de la séance, les compositions seront mises sous pli cacheté et paraphé par les membres de la commission de surveillance qui dressera un procès-verbal mentionnant dans quelles conditions l'épreuve aura été subie ainsi que les incidents qui ont pu se produire pendant la séance.

Les compositions et le procès-verbal sont transmis d'urgence au Commissaire de la République (service de l'enseignement) en y joignant la liste nominative des candidats, par centre, et leurs dossiers d'inscription.

ART. 8. — La composition écrite est corrigée à Lomé par la commission centrale prévue à l'article 4. Elle est notée de 0 à 20 sans coefficient.

Nul ne peut être admis à subir les épreuves pratiques et orales s'il n'obtient au moins 10 points à l'épreuve écrite.

ART. 9. — Tout candidat admis à l'épreuve écrite conserve le bénéfice de son admissibilité pour la session suivante en cas d'échec aux épreuves pratiques et orales.

ART. 10. — L'épreuve pratique consiste en une classe de 3 heures faite par le candidat à des élèves d'une école primaire et comprenant obligatoirement, au choix de la commission, pour les candidats, une leçon d'éducation physique ou un exercice d'agriculture pratique, et pour les candidates, un exercice de couture ou d'enseignement ménager.

L'emploi du temps dressé par le candidat sera soumis préalablement à l'approbation de la commission. Les sujets des leçons et les exercices d'application seront la suite normale du programme suivi jusqu'au jour de l'examen dans la classe où le candidat subit l'épreuve pratique.

Cette épreuve est notée de 0 à 20 sans coefficient. Toute note inférieure à 10 est éliminatoire.

ART. 11. — Les épreuves orales, subies à la suite de l'épreuve pratique, comprennent :

1^o — Une interrogation sur la législation et l'administration scolaire de l'A.O.F. et du Togo.

2^o — Une interrogation sur des sujets de pédagogie pratique appliquée à l'enseignement des indigènes (organisation de la classe, méthodes et procédés d'enseignement, etc.).

3^o — L'appréciation par le candidat de cahiers (journaliers, de roulement) et de travaux d'élèves.

Ces trois épreuves sont notées chacune de 0 à 20, sans coefficient. Leur durée totale sera d'environ 45 minutes pour chaque candidat.

ART. 12. — A la suite des épreuves pratiques et orales, le procès-verbal de l'examen et le tableau des notes obtenues par les candidats, sont adressés au Commissaire de la République.

Admission des candidats

ART. 13. — Une fois en possession de tous les dossiers d'examen, la commission centrale de Lomé dresse le tableau général des notes obtenues par les candidats et établit, par ordre de mérite, la liste des candidats proposés pour l'admission définitive, c'est-à-dire, ayant réuni un total de 50 points pour l'ensemble des trois séries d'épreuves et n'ayant pas de note inférieure à 10 aux épreuves écrite et orale.

ART. 14. — Sur la proposition de la commission centrale, le Commissaire de la République prononce l'admission définitive et délivre, s'il y a lieu, par arrêté spécial, le certificat d'aptitude à l'enseignement.

ART. 15. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 30 juillet 1945.

J. NOUTARY.

ARRETE N° 403 E. du 30 juillet 1945.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CROIX DE GUERRE — MÉDAILLE DE LA RÉSISTANCE,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté du 18 janvier 1935 fixant l'organisation générale de l'enseignement officiel au Togo, ensemble les textes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté N° 660 du 5 décembre 1939 réglementant le certificat de fin d'études primaires élémentaires;

Sur la proposition du chef du service de l'enseignement p. i.;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La réglementation du certificat d'études primaires élémentaires instituée par l'arrêté N° 660 du 5 décembre 1939 est remplacée par la suivante :

ART. 2. — Les candidats au certificat d'études primaires élémentaires doivent avoir atteint l'âge de 12 ans révolus au 1^{er} juillet de l'année où ils se présentent. Aucune dispense d'âge n'est accordée.

ART. 3. — La session d'examen a lieu vers la fin de chaque année scolaire à une date et dans les centres régionaux fixés par le Commissaire de la République.

ART. 4. — A l'époque et dans les délais prescrits, chaque chef de secteur scolaire dresse, pour son secteur, l'état des candidats.

Cet état établi, sur présentation d'une pièce officielle (extrait de l'acte de naissance ou acte de notoriété en tenant lieu), porte :

- Les noms et prénoms des candidats,
- La date et lieu de naissance,
- La demeure de la famille,
- La signature de chaque candidat,

Le N° de l'élève au registre matricule.

La liste des candidats est remise au président du jury d'examen. Un exemplaire en double est adressé au chef du service de l'enseignement, 15 jours avant la date de l'examen. Cet état est visé par le maire ou le commandant de la circonscription territoriale.

ART. 5. — Une décision du Commissaire de la République, prise sur la proposition du chef du service de l'enseignement, fixe la composition des commissions d'examen.

ART. 6. — Les commissions d'examen sont ainsi constituées :

1° — L'administrateur commandant la circonscription territoriale ou son délégué — *Président*;

2° — Un chef de secteur scolaire;

3° — Un délégué de l'administration ou de la municipalité;

4° — Deux ou trois instituteurs ou institutrices du cadre supérieur ou du cadre secondaire ou du cadre local choisis parmi les maîtres des localités étrangères à l'école qui présente des candidats;

5° — Un membre de l'enseignement privé, étranger au centre régional si la commission doit examiner des élèves des écoles privées;

6° — Un notable indigène.

La présidence de la commission sera assurée de droit par le chef du service de l'enseignement ou par l'inspecteur des écoles ou par leur délégué, si les uns ou les autres sont présents le jour de l'examen dans le centre régional.

ART. 7. — Une commission centrale, siégeant au chef-lieu du territoire dont les membres sont désignés par le Commissaire de la République, sur la proposition du chef du service de l'enseignement, procédera à la correction des épreuves écrites, à l'établissement du tableau des points obtenus par les candidats, et à la rédaction du procès-verbal tendant à la proclamation des candidats reçus. Ces attributions sont laissées aux commissions régionales, quand elles sont effectivement présidées par le chef de service ou l'inspecteur de l'enseignement ou leur délégué.

ART. 8. — Cette commission est ainsi constituée :

Le chef du service de l'enseignement ou l'inspecteur de l'enseignement — *Président*;

Un fonctionnaire de l'administration générale ou un conseiller municipal;

Cinq instituteurs ou institutrices;

Un membre de l'enseignement privé si la commission doit examiner des élèves des écoles privées.

ART. 9. — L'examen comprend 2 séries d'épreuves :

a) Les épreuves écrites qui ont lieu à huis clos dans tous les centres, le même jour et aux mêmes heures, sont éliminatoires et se déroulent dans l'ordre suivant :

Pour le matin

1° — Une dictée d'une dizaine de lignes dont la ponctuation est dictée. La dictée est relue, puis 5 minutes sont accordées. Toute faute enlève deux points. La note zéro est éliminatoire, toutefois la commission peut examiner l'orthographe de la composition française pour statuer éventuellement.

2^a — Trois questions relatives à l'épreuve précédente : explication d'un mot, d'une expression, analyse d'un mot, famille des mots, synonymes et homonymes, conjugaison. Ces questions ne sont pas écrites au tableau noir, mais dictées, puis 20 minutes sont accordées.

3^a — Une rédaction sur un sujet simple et se rapportant à la vie personnelle de l'enfant, dans sa famille, à l'école ou au village. La rédaction servira d'épreuve d'écriture courante — Durée : 1 heure 30.

4^a — Deux problèmes, un d'arithmétique et de système métrique, un de géométrie, notés de 0 à 10, tirés du programme des cours moyens. Les énoncés sont écrits sans commentaire au tableau noir. Durée : 1 heure.

Pour le soir

Un exercice simple de dessin (ou de couture pour les fillettes); — Durée : 1 heure.

b) Les épreuves orales comprennent 6 interrogations d'une durée maximum de 5 minutes chacune, notées de 0 à 10 et portant sur :

1^o — Lecture expliquée, conversation;

2^o — Histoire sommaire et géographie du Togo, du Dahomey, de l'A.O.F. et de la France (un croquis très simple du cercle, du territoire, de la colonie, de l'A.O.F. peut être imposé aux candidats);

3^o — Calcul mental (cinq questions notées chacune de 0 à 2);

4^o — Sciences physiques et naturelles (les interrogations porteront principalement pour les garçons sur l'agriculture de la région habitée par chaque candidat, sur la puériculture pour les filles et sur l'hygiène pour les garçons et les filles);

5^o — Gymnastique (pour les garçons), enseignement ménager pratique (pour les filles);

6^o — Chant et récitation.

ART. 10. — Tous les sujets des épreuves de l'examen sont choisis dans le programme des cours moyens.

ART. 11. — Les épreuves écrites, ainsi que l'épreuve de couture et de dessin ont lieu à huis clos, sous la surveillance des membres de la commission. Les sujets des compositions seront remis au président de la commission sous pli cachetés qui ne sont ouverts qu'en présence des candidats.

Les compositions portent en tête et sous pli cacheté les noms et prénoms des candidats avec le nom de l'école à laquelle ils appartiennent.

Toutes les épreuves sont notées de 0 à 10.

Il est attribué aux épreuves les coefficients suivants :

Rédaction 2;

Dictée 1;

Questions 1;

Calcul 2;

Ecriture 1;

Dessin ou couture 1;

Lecture et conversation 2;

Chant ou récitation 1;

Histoire — Géographie 1;

Sciences 1;

Gymnastique et enseignement ménager 1;

Calcul mental 1.

ART. 12. — Toute communication entre les candidats, toute fraude ou tentative de fraude entraîne l'élimination du candidat.

ART. 13. — Seront déclarés admis, les candidats ayant obtenu pour l'ensemble des épreuves la moyenne 5 sur 10.

ART. 14. — Le procès-verbal de l'examen, le tableau des notes obtenues sont immédiatement transmis avec les compositions des candidats, au chef du service de l'enseignement qui, après avoir vérifié la régularité des opérations, propose au Commissaire de la République, la liste d'admission définitive des élèves au certificat d'études primaires élémentaires. Cette liste est insérée au Journal Officiel du territoire.

ART. 15. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 30 juillet 1945.

J. NOUTARY.

DECISION N° 428 E. du 30 juillet 1945.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CROIX DE GUERRE — MÉDAILLE DE LA RÉSISTANCE,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté du 18 janvier 1935 fixant l'organisation générale de l'enseignement officiel au Togo, ensemble les textes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté du 30 novembre 1943 organisant l'enseignement privé au Togo;

Vu l'arrêté du 30 juin 1942 portant organisation de l'école européenne de Lomé;

Vu l'arrêté du 25 août 1941 portant organisation de l'école primaire supérieure de Lomé;

Vu l'arrêté du 4 septembre 1941 portant organisation du cours complémentaire de l'école Notre-Dame des Apôtres de Lomé;

Vu l'arrêté du 5 février 1942 fixant les périodes de vacances dans les écoles du territoire;

Vu la nécessité d'aligner les congés, les examens et concours sur ceux de la Fédération d'A.O.F.;

Vu les instructions du directeur général de l'instruction publique à Dakar;

Sur la proposition du chef du service de l'enseignement p. i.;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Les dates des vacances fixées par la décision N° 66 E. du 17 février 1945 pour 1945 sont exceptionnellement modifiées ainsi qu'il suit :

A — ECOLES ÉLÉMENTAIRES — COURS NORMAL
DES MONITEURS D'ATAKPAMÉ

Grandes vacances : 1 mois : du 1^{er} septembre inclus au 30 septembre inclus.

C — ECOLE PROFESSIONNELLE DE SOKODÉ

Grandes vacances : du 16 septembre inclus au 13 octobre inclus.

ART. 2. — Les dates des examens et concours sont modifiées ainsi qu'il suit :

Concours commun à l'école primaire supérieure, au cours normal des moniteurs d'Atakpamé, au cours complémentaire Notre-Dame des Apôtres et à l'Ecole Professionnelle de Sokodé

27 août et jours suivants.

Certificat d'études primaires élémentaires (Ecoles Elémentaires)

20 août et jours suivants.

Diplôme de sortie de l'Ecole Professionnelle

3 septembre et jours suivants.

Le reste sans changement.

ART. 3. — La présente décision sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Lomé, le 30 juillet 1945.

J. NOUTARY.

Voirie

N° 404 TP. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo, en date du :

30 juillet 1945. — Le réseau des chemins de fer du Togo est autorisé à déplacer le branchement de voie ferrée particulier qui dessert la concession de l'Union Electrique Coloniale. Ce branchement à voie de un mètre, qui franchit actuellement la rue du Maréchal Joffre (Route de Palimé) au point kilométrique 0.442, sera incliné plus vers le nord et traversera désormais ladite rue au point kilométrique 0.461.

Station de repos de Misahöhe

N° 405 F. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo en date du :

31 juillet 1945. — Sont abrogés pour compter du 31 juillet 1945 les arrêtés N° 402/F. du 1^{er} août 1944 créant la Station de repos de Misahöhe et N° 537/F. du 20 octobre 1944 fixant les tarifs de séjour à cette Station.

Peste bovine

ARRETE N° 412 SE. du 4 août 1945.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CROIX DE GUERRE — MÉDAILLE DE LA RÉSISTANCE,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté N° 199 du 3 avril 1943 organisant le service de l'élevage;

Vu l'arrêté N° 550 du 30 octobre 1934 réglementant la police sanitaire des animaux dans le territoire du Togo;

Vu l'arrêté N° 425 du 26 juillet 1937 réglementant l'importation et l'exportation des animaux par voie de terre et réglementant la circulation du bétail au Togo;

Vu l'arrêté N° 491 A/E. du 18 septembre 1943;

Vu l'arrêté N° 327 APA. du 23 juin 1944 portant fixation de certaines obligations des éleveurs en matière de police sanitaire des animaux;

Vu le T. O. N° 202 du 1^{er} août 1945 du commandant du cercle de Sokodé;

Sur la proposition du chef du service de l'élevage;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont déclarés infectés de peste bovine les territoires des cantons de Bapuré et Kabou (subdivision de Bassari).

ART. 2. — La zone franche comprend les cantons de Kidjaboun, Nawaré, Bangéli, Bidjabé et Bassari.

ART. 3. — Aucun animal des espèces bovine, ovine, caprine et porcine provenant soit du territoire infecté, soit des territoires indemnes ne devra pénétrer dans cette zone franche.

ART. 4. — L'immunisation des animaux de l'espèce bovine compris dans la zone infectée et dans la zone franche sera assurée selon les modalités prescrites dans la note de Service N° 268 SE. du 2 juin 1945.

ART. 5. — Les mesures indiquées par les articles 13 et 14 de l'arrêté N° 550 du 30 octobre 1934 devront être strictement appliquées.

ART. 6. — Toute infraction à l'un des articles ci-dessus devra faire l'objet d'un procès-verbal.

ART. 7. — Le commandant du cercle de Sokodé, le chef de la subdivision de Bassari, l'infirmier du service de l'élevage, chef de l'équipe de vaccination de la circonscription d'élevage de Sokodé, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 4 août 1945.

J. NOUTARY.

ARRETE N° 414 SE. du 5 août 1945.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CROIX DE GUERRE — MÉDAILLE DE LA RÉSISTANCE,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté N° 199 du 3 avril 1943 organisant le service de l'élevage;

Vu l'arrêté N° 550 du 30 octobre 1934 réglementant la police sanitaire des animaux dans le territoire du Togo;

Vu l'arrêté N° 425 du 26 juillet 1937 réglementant l'importation et l'exportation des animaux par voie de terre et réglementant la circulation du bétail au Togo;

Vu l'arrêté N° 491 A/E. du 18 septembre 1943;

Vu l'arrêté N° 327 APA. du 23 juin 1944 portant fixation de certaines obligations des éleveurs en matière de police sanitaire des animaux;

Vu l'arrêté N° 161 du 24 mars 1945 déclarant infecté de peste bovine le canton Alloum;

Vu le T. O. N° 202 du 1^{er} août 1945 du commandant du cercle de Sokodé;

Sur la proposition du chef du service de l'élevage;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont déclarés infectés de peste bovine les territoires des cantons de Sarakawa et Bau (subdivision de Lama-Kara).

ART. 2. — La zone franche comprend les cantons de Pessidé, Tchou-Tchou, Yadé, Lama-Kara.

ART. 3. — Aucun animal des espèces bovine, ovine, caprine et porcine provenant soit du territoire infecté, soit des territoires indemnes ne devra pénétrer dans cette zone franche.

ART. 4. — L'immunisation des animaux de l'espèce bovine compris dans la zone infectée et dans la zone franche sera assurée selon les modalités prescrites dans la note de Service N° 268 SE. du 2 juin 1945.

ART. 5. — Les mesures indiquées par les articles 13 et 14 de l'arrêté N° 550 du 30 octobre 1934 devront être strictement appliquées.

ART. 6. — Toute infraction à l'un des articles ci-dessus devra faire l'objet d'un procès-verbal.

ART. 7. — Le commandant du cercle de Sokodé, le chef de la subdivision de Lama-Kara, l'infirmier vétérinaire du service de l'élevage, chef de l'équipe de vaccination de la circonscription d'élevage de Sokodé, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 5 août 1945.

J. NOUTARY.

Commandement indigène

Chefs de canton

ARRETE N° 417 APA. du 6 août 1945.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CROIX DE GUERRE — MÉDAILLE DE LA RÉSISTANCE,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté N° 113 APA. du 1^{er} mars 1945 portant réorganisation du commandement indigène au Togo;

Vu l'arrêté N° 357 APA. du 30 juin 1945 modifiant l'organisation territoriale de la subdivision de Klouto (cercle du Centre);

Sur la proposition du commandant du cercle du Centre;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont nommés chefs des différents cantons de la subdivision de Klouto (cercle du centre), tels que ces cantons sont définis par arrêté N° 357 APA. du 30 juin 1945 susvisé, les indigènes dont les noms suivent :

Chef de canton à 18.000 francs :

Emmanuel Komla Adjahossevi, chef du canton de Kpélé.

Chefs de canton à 15.000 francs :

Apetor II, chef du canton de Palimé-ville.

Semedo Kossi Winfried, chef du canton de Daye-Ahlo-Ikpa.

Chef de canton à 9.000 francs :

Raphaël Kodjo Nutsudze, chef du canton de Gadjia.

Chefs de canton à 8.000 francs :

Constantin Kokou Agbokou, chef du canton de Fiokpo.

Kloudea Messan Wenceslas, chef du canton de Kpimé-Lanvié-Akata.

Abaya René, chef du canton d'Agbada.

Vincent Yao Gameti, chef du canton de Kouma-Yokélé.

Chefs de canton à 7.000 francs :

Apecho Nicodème, chef du canton d'Agomé-Hagni-gba.

Kpakote Emmanuel, chef du canton d'Agotimé.

ART. 2. — Le garde-frontière de 4^e classe, Constantin Kokou Agbokou, sus-nommé, mis en disponibilité par décision du 4 août 1945, continuera, dans ses nouvelles fonctions de chef du canton de Fiokpo, à percevoir la solde dont il bénéficiait dans son cadre d'origine, conformément aux dispositions de l'article 25 de l'arrêté N° 113 APA. du 1^{er} mars 1945 portant organisation du commandement indigène au Togo.

ART. 3. — Le présent arrêté qui prendra effet, pour compter du 1^{er} janvier 1945, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 6 août 1945.

J. NOUTARY.

Logement et ameublement

ARRETE N° 419 F. du 6 août 1945.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CROIX DE GUERRE — MÉDAILLE DE LA RÉSISTANCE,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 23 janvier 1914 portant réglementation sur l'installation, l'ameublement, la domesticité et les frais divers des hôtels des gouverneurs et autres fonctionnaires ayant droit à la gratuité du logement et de l'ameublement dans les colonies et pays de protectorat;

Vu le décret du 26 mai 1937 portant modification du décret du 23 janvier 1914;

Vu l'arrêté N° 649 du 17 décembre 1937 sur l'application du décret du 26 mai 1937 portant classement des résidences et déterminant l'ameublement attribué à chaque classe — (modifié par l'arrêté N° 6 du 6 janvier 1939);

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le classement des résidences est fixé comme suit :

1^{re} classe :

Résidence du commandant de cercle d'Anécho, du centre, de Sokodé et de Mango.

2^e classe :

Résidence du chef de subdivision de Lomé, de Klouto, d'Atakpamé, de Sokodé, de Bassari, de Lama-Kara, de Mango, de Dapango et de Tsévié.

3^e classe :

Résidence du premier adjoint aux commandants de cercle de Lomé, d'Anécho, du centre, de Sokodé et de Mango.

ART. 2. — L'attribution de l'ameublement est celle fixée par l'article 2 de l'arrêté N° 649 du 17 décembre 1937, modifié par l'arrêté N° 6 du 6 janvier 1939, sous réserve de la modification suivante :

	RÉSIDENCES DE :		
	1 ^{re} CLASSE	2 ^e CLASSE	3 ^e CLASSE
Appareil frigorifique	1	1	—
Glacière	1	1	1

Le reste sans changement.

ART. 3. — Sont et demeurent abrogées toutes dispositions contraires au présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 6 août 1945.

J. NOUTARY.

C. F. T.**Personnel auxiliaire**

RECTIFICATIF à l'ordre général N° 1 du 10 mars 1943, portant règlement intérieur du personnel auxiliaire employé au Réseau du Chemin de Fer du Togo.

TITRE III**ARTICLE 13. — Au lieu de :**

« Les conditions de recrutement sont celles fixées par article 11 du règlement . . . etc . . . »

Lire :

« Les conditions de recrutement sont celles fixées par le règlement . . . etc . . . ».

Ouverture de crédits

ADDITIF à l'arrêté n° 257/r. du 19 mai 1945, portant ouverture de crédits supplémentaires : I. O. Togo du 1^{er} juin 1945 — Page 288 :

Après : J. NOUTARY.

AJOUTER : Approuvé par décret n° 45/1579 du 13 juillet 1945.

ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL**ACTES DU POUVOIR CENTRAL****Promotions**

Par décret en date du :

18 juillet 1945. — Sont promus dans le personnel des services techniques et scientifiques de l'Agriculture aux colonies :

PERSONNEL DES INGÉNIEURS**A la hors-classe du grade d'ingénieur :**

Pierron (René), ingénieur de 1^{re} classe.

Pour la 2^e classe du grade d'ingénieur-adjoint :

Fontaine (André), 2^e tour choix;

Ces promotions et titularisation auront effet, tant du point de vue de l'ancienneté que de la solde, à compter du 1^{er} janvier 1945.

ACTES DU POUVOIR LOCAL**PERSONNEL EUROPÉEN****Nominations**

Par décision N° 423 P. du :

27 juillet 1945. — M. Brugeron François, lieutenant d'administration du service de santé colonial, nouvellement mis à la disposition du Commissaire de la République au Togo et arrivé au territoire le 2 juillet 1945, est nommé comptable-gestionnaire de l'hôpital de Lomé et régisseur de la caisse d'avance, pour compter du 6 juillet 1945, en remplacement du lieutenant d'administration Marc, affecté à Dakar.

Par décision N° 425 TP. du :

27 juillet 1945. — M. Grunitzky Nicolas, adjoint technique de 3^e classe des T.P. de l'A.O.F., est nommé, à titre intérimaire et cumulativement avec ses fonctions actuelles, chef de la section topographique pendant l'absence de M. de Guise René.

Par décision N° 429 CFT. du :

30 juillet 1945. — M. Rosa Gustave, chef de section avant 4 ans des chemins de fer de l'A.O.F. est nommé chef du service de la voie et des bâtiments du réseau du Togo.

Par décision N° 439 P. du :

6 août 1945. — Le vétérinaire-adjoint Brinon, chef du service de l'élevage du Togo, est chargé provisoirement et jusqu'à son rapatriement, de l'inspection des viandes de boucherie à Lomé, en remplacement du médecin-commandant Lafleur.

La présente décision aura effet pour compter du 1^{er} août 1945.

Affectations

Par décision N° 420 P. du :

27 juillet 1945. — Mme Lapeysonnie (née Juliette Euzière), médecin contractuel, nouvellement affectée au Togo et arrivée au territoire le 21 juillet 1945, est mise à la disposition du directeur local de la santé publique pour servir à Mango.

Par décision N° 421 P. du :

27 juillet 1945. — M. Rudit Jean, sous-chef de poste des transmissions coloniales, nouvellement affecté au territoire et arrivé à Lomé le 14 juillet 1945 est mis à la disposition du chef du groupe radioélectrique du Togo.

Par décision N° 434 P. du :

3 août 1945. — M. Guérin, adjoint principal de classe exceptionnelle des services civils, précédemment nommé chef de la subdivision de Lama-Kara, est remis à la disposition du Commissaire de la République à Lomé.

M. Appia, adjoint de 2^e classe stagiaire des services civils, adjoint au commandant du cercle de Sokodé est nommé provisoirement chef de la subdivision de Lama-Kara et président du tribunal du 1^{er} degré de cette localité, en remplacement de M. Guérin, adjoint principal de C. E. des services civils, appelé à d'autres fonctions.

M. Appia assurera en outre, cumulativement avec ses nouvelles fonctions, la présidence du tribunal du 1^{er} degré de Sokodé.

L'exercice des pouvoirs disciplinaires est conféré à M. Appia.

PERSONNEL INDIGÈNE

Nominations — Affectations

Par décision N° 431 P. du :

2 août 1945. — Le commis d'administration de 2^e cl. Davi Adolphe, en service à Mango, est nommé agent spécial et dépositaire-comptable à Sokodé, en remplacement du commis d'administration Loko Albert.

Le commis d'administration de 4^e classe Abaglo Cosme, en service à Mango, est nommé agent spécial, dépositaire-comptable et surveillant-chef de la prison de Mango, en remplacement du commis d'administration Davi Adolphe, appelé à d'autres fonctions.

Le commis d'administration de 3^e classe Foly Ambroise, en service au réseau des C.F.T., est mis à la disposition du commandant du cercle de Mango, en remplacement du commis d'administration Amégan André.

Le commis d'administration de 4^e classe Loko Albert, en service à Sokodé, est affecté au bureau des affaires économiques à Lomé.

Le commis d'administration de 7^e classe Amégan André, en service à Mango, est mis à la disposition du chef du bureau des finances à Lomé.

Le dactylographe journalier Lawson Laurent, en service à Mango, est mis à la disposition du chef du secteur spécial 4/T à Mango, en remplacement du dactylographe auxiliaire Afidégnon Eusèbe, en instance de départ en permission d'absence.

Le dactylographe auxiliaire Afidégnon Eusèbe, en service au secteur spécial 4/T à Mango, est mis, pour compter de la date de l'expiration de la permission d'absence de 45 jours à lui accordée par décision n° 417/P. du 25 juillet 1945, à la disposition du secrétaire général du Togo à Lomé.

Le magasinier journalier Malazoué Paul, en service à Lama-Kara (cercle de Sokodé), est mis à la disposition du chef du service des Travaux publics pour servir à la subdivision des T.P. Sud à Lomé.

Par décision N° 430 P. du :

2 août 1945. — Le médecin africain de 2^e classe Yébovi Elias est affecté à la formation sanitaire de Lomé pour servir à la Polyclinique.

Suspension de fonctions

Par arrêté N° 401 P. du :

30 juillet 1945. — Le chef d'équipe de 3^e classe des chemins de fer du Togo, Lawson Mathieu, en service à la 8^e brigade du C.F.T. est, et ce jusqu'à intervention du jugement par le tribunal compétent, suspendu de ses fonctions pour compter du 18 juillet 1945, date à laquelle il a été placé sous mandat de dépôt pour détournement.

Pendant toute la durée de sa suspension de fonctions, l'intéressé n'aura droit qu'à la moitié de son traitement brut dégage de tous accessoires de solde.

Révocation

Par arrêté N° 397 P. du :

27 juillet 1945. — Le moniteur auxiliaire de 3^e cl. de l'agriculture, Tossah Raphaël, suspendu de ses fonctions par arrêté n° 517/P. du 27 septembre 1943, est révoqué pour compter du 17 juillet 1945, date à laquelle il a été condamné à huit ans de travaux forcés par le tribunal criminel d'Anécho pour concussion.

Agents auxiliaires

Passage à l'échelon supérieur de salaire

Par décision N° 436 P. du :

3 août 1945. — Sont prononcés, pour compter du 1^{er} juillet 1945, les passages aux échelons supérieurs de salaire suivants dans le personnel auxiliaire des cercles, bureaux et services du territoire du Togo :

BUREAU DES FINANCES

A l'échelon 4 de l'échelle 2

Homawoo Laurent, aide-commis-expéditionnaire auxiliaire.

A l'échelon 3 de l'échelle 2

Adjogah Robert, dactylographe auxiliaire.

A l'échelon 2 de l'échelle 2

Wilson Winfried, dactylographe auxiliaire;
Tèvi Emmanuel, aide-commis-expéditionnaire auxiliaire.

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

A l'échelon 5 de l'échelle 2

Moèvi Samuel, aide-commis-expéditionnaire auxiliaire.

A l'échelon 4 de l'échelle 2

Atayi Joseph, dactylographe auxiliaire;
Kémé Gabriel, aide-commis-expéditionnaire auxiliaire.

A l'échelon 9 de l'échelle 1

Dossou Gabriel, aide-dactylographe auxiliaire;
Blakimé Emmanuel, aide-dactylographe auxiliaire.

TRANSMISSION

A l'échelon 2 de l'échelle 2

Bossou Augustin, aide-opérateur radio auxiliaire;
Géraldo Nouréine, aide-opérateur radio auxiliaire;
Akakpo Addra Narcisse, aide-opérateur radio auxiliaire.

A l'échelon 7 de l'échelle 1

Ziangbé Akakpo Michel, surveillant auxiliaire des P.T.T.

AGRICULTURE

A l'échelon 9 de l'échelle 1

Tamakloé Eklou James, aide-surveillant auxiliaire d'agriculture.

A l'échelon 8 de l'échelle 1

Alatchao Aniki, aide-surveillant auxiliaire d'agriculture.

TRAVAUX PUBLICS

A l'échelon 8 de l'échelle 2

Tukada Jean, dactylographe auxiliaire.

A l'échelon 6 de l'échelle 2

Guih Akakpo Hubert, ouvrier spécialisé auxiliaire.

A l'échelon 3 de l'échelle 2

Sidibé Salifou, ouvrier spécialisé auxiliaire;
Tchabana Alassani, ouvrier spécialisé auxiliaire;
Zinsou Philippe, ouvrier spécialisé auxiliaire.

A l'échelon 10 de l'échelle 1

Brahima Djarassouba, chaîneux auxiliaire.

A l'échelon 7 de l'échelle 1

Kpodar Foli Victor, ouvrier auxiliaire.

A l'échelon 5 de l'échelle 1

Ayivi Nicodème, ouvrier auxiliaire.

A l'échelon 4 de l'échelle 1

Tétévi Charles, aide-dactylographe auxiliaire.

SERVICE DE SANTÉ

A l'échelon 4 de l'échelle 2

de Souza Elie, infirmier auxiliaire.

A l'échelon 5 de l'échelle 1

Agomessou Véronique, aide-assistante sociale auxiliaire;

Lawson Louise, née Tamakloé, aide-assistante sociale auxiliaire;

Kossi Kodjoba, garde d'hygiène auxiliaire.

SERVICE DE L'ENSEIGNEMENT

A l'échelon 6 de l'échelle 2

Akakpo Kokoè, née Ayivi, monitrice auxiliaire.

A l'échelon 5 de l'échelle 2

Kouévi Ayi Pierre, aide-commis-expéditionnaire auxiliaire.

A l'échelon 2 de l'échelle 2

Kodjo Emile, moniteur auxiliaire;

Tèko Agbo Joseph, moniteur auxiliaire;

Ajavon André, moniteur auxiliaire.

SERVICE MÉTÉOROLOGIQUE

A l'échelon 9 de l'échelle 3

d'Almeida Antoine, commis-expéditionnaire auxiliaire.

VOIRIE DE LOMÉ

A l'échelon 9 de l'échelle 1

Dadji Noutékpo, ouvrier auxiliaire;

Ahoalété Ayivi, ouvrier auxiliaire.

A l'échelon 6 de l'échelle 1

Hounzoukin Koffi, chef d'équipe auxiliaire.

Reclassement

Par décision N° 435 P. du :

3 août 1945. — L'aide-dactylographe auxiliaire (échelle 1 — échelon 9) Roland Robert, en service au Bureau Militaire à Lomé, est reclassé à l'échelle 1 — échelon 10, pour compter du 1^{er} juillet 1945.

Il conserve à cette date, dans son emploi, une ancienneté civile de trois ans.

Nomination — Affectation

Par décision N° 419 P. du :

27 juillet 1945. — Sont engagés en qualité de moniteurs auxiliaires de l'enseignement (échelle 2 — échelon 1) et reçoivent les affectations suivantes, les nommés :

Gbadégbégnon Nicolas : *Ecole régionale de Lomé.*

Nétchénewoé Comlan : *Ecole régionale de Palimé.*

Gardes-forestiersSuspension de fonctions

Par arrêté N° 421 P. du :

8 août 1945. — Le garde-forestier stagiaire Accotchou Boniface, en service à Tététohi-Tohoun (Cercle du Centre), est suspendu de ses fonctions pour comp-

ter du 3 août 1945, date à laquelle il a été incarcéré sous l'inculpation de concussion et abus de confiance.

Pendant toute la durée de sa suspension de fonctions, l'intéressé n'aura droit qu'à la moitié de son traitement brut, dégagé de tous accessoires de solde.

Gardes-frontières

Nominations — Titularisations — Affectations —

Mise en disponibilité

Par arrêté N° 407 P. du :

31 juillet 1945. — Sont agréés dans le cadre local des douanes du Togo, en qualité de gardes-frontières stagiaires, les nommés :

Danklou Gbemakpo Bossou Bonaventure;
Adjamgba Robert.

Ils sont mis à la disposition du chef du service des douanes.

Par arrêté N° 408 P. du :

2 août 1945. — Les gardes-frontières stagiaires ci-après désignés qui ont accompli leurs deux années de stage réglementaire, sont titularisés dans leur emploi et nommés gardes-frontières de 5^e classe :

Pour compter du 16 juin 1945 :

Houndjo Gaudens, en service à la brigade mobile de Palimé;

Gnassounou Todégo, en service au poste des douanes de Dapango.

Pour compter du 2 juillet 1945 :

Hounadjai François, en service à la brigade mobile de Palimé.

Par décision N° 422 P. du :

27 juillet 1945. — Les gardes-frontières stagiaires ci-après désignés, en service à la brigade de Lomé, sont affectés, pour compter du 1^{er} août 1945 :

Au poste des douanes de Zolo
Lawson Emmanuel.

Au poste des douanes de Nôpé
Komlanvi Faustin.

Par décision N° 438 P. du :

4 août 1945. — Le garde-frontière de 4^e classe Agbokou Constantin, en service à Klouto (Cercle du centre), est placé dans la position de disponibilité pour une période de deux ans pour compter du 4 août 1945.

Forces de police

Par arrêté N° 395 BM. du :

26 juillet 1945. — Sont licenciés et rayés des contrôles actifs des Forces de Police du Territoire :

Pour compter du 1^{er} août 1945

Faton Gandonou, garde de 2^e classe Mle 1482, du peloton de Lomé, « pour mauvaise manière habituelle de servir et inaptitude professionnelle ».

Pour compter du 1^{er} novembre 1945

Massoma Mossi, garde de 1^{re} classe, Mle 1234, du peloton de Lomé (Tsévié), « pour limite d'âge ».

Seyni, brigadier de 1^{re} classe, Mle 1091, du dépôt des gardes, « pour fin de service »;

les gradés et gardes ci-après, proposés pour l'attribution d'une pension de retraite dans les conditions fixées par l'arrêté N° 112 en date du 20 février 1937 :

Mamaize Domi, brigadier de 2^e cl. Mle 1303, du peloton de Mango.

Koakoao, garde de 1^{re} classe, Mle 1127, du peloton de Mango.

Nayiri, brigadier de 2^e classe, Mle 1095, du peloton de Mango (Dapango).

Fallani, garde de 1^{re} classe, Mle 1198, du dépôt des gardes.

Tabassi Bora, brigadier de 1^{re} classe, Mle 773, du peloton du Centre (Atakpamé).

Aitongnon, brigadier de 2^e classe, Mle 1024, du peloton du Centre (Atakpamé).

Bama Dandaona, garde de 1^{re} classe, Mle 791, du peloton de Sokodé (Bassari).

Zoumarou, brigadier de 2^e classe, Mle 1167, du peloton de Sokodé.

Baoré, garde de 1^{re} classe, Mle 1168, du peloton de Sokodé.

Gambila I, garde de 1^{re} classe, Mle 1200, du peloton de Sokodé.

Dogo I, garde de 2^e classe, Mle 1089, du peloton du Centre (Palimé).

Djehometo, garde de 1^{re} classe, Mle 1092, du peloton d'Anécho.

Lakougnouhan, garde de 1^{re} classe, Mle 1130, du peloton d'Anécho.

Tomodji, garde de 2^e classe, Mle 1234, du peloton de Lomé.

Yacoubou Katambara, brigadier de 1^{re} classe, Mle 950, du détachement Police Lomé.

Kalakassi, brigadier de 2^e classe, Mle 937, du peloton de Sokodé (Lama-Kara).

La gratuité du transport leur est accordée pour rejoindre leurs foyers avec leur famille.

Le licenciement du brigadier de 2^e classe Coalani, Mle 677, du peloton de Lomé (Tsévié), prononcé par arrêté N° 205 BM. en date du 22 avril 1945, est annulé.

Ce gradé reste affecté à Tsévié.

ERRATUM à l'arrêté N° 205 B. M. du 22 avril 1945.

Le licenciement du brigadier de 1^{re} classe Midamon, Mle 814, du peloton de Lomé, est reporté du 1^{er} août au 1^{er} novembre 1945.

Le reste sans changement.

DIVERS

Association

Par arrêté N° 418 APA. du :

6 août 1945. — Est autorisée dans le territoire du Togo la constitution d'une association dénommée « Ha-vi-Lolo » dont le siège est fixé à Lomé.

Sont approuvés les statuts de cette association, tels qu'ils sont annexés au présent arrêté.

Bourses

Par arrêté N° 410 E. du :

3 août 1945. — Les bourses suivantes sont accordées pour l'année scolaire 1945-1946 :

1^o — Une bourse d'études de Trente-six mille francs (36.000 francs) est accordée à M. Homawoo Edouard, pour lui permettre d'entreprendre ses études de pharmacie à la Faculté de Paris.

2^o — Une bourse d'études de Trente-six mille francs (36.000 frs.) est accordée à M. Amorin César, étudiant en médecine à Paris.

Ces bourses sont payables mensuellement et d'avance par le Service Administratif Colonial au moyen d'ordres de paiement émis par le Directeur de ce Service sur la prévision constituée par le Territoire sous la seule obligation par les bénéficiaires de produire les certificats ou justifications de scolarité les 10 mars et 10 juin de la présente année scolaire.

Les dits certificats ou justifications seront mis au soutien du dernier versement trimestriel.

La dépense est imputable au budget local du Togo — chapitre XIII — article 6 — paragraphe 5 — (Bourses et allocations).

Par arrêté N° 420 E. du :

7 août 1945. — Une bourse d'études de Trente-six mille francs (36.000 frs.) est accordée, pour l'année scolaire 1945-1946, à M. Djabaku Albert, pour lui permettre d'entreprendre ses études de pharmacie à la Faculté de Paris.

Cette bourse est payable mensuellement et d'avance par le Service colonial au moyen d'ordres de paiement émis par le Directeur de ce service sur la prévision constituée par le Territoire sous la seule obligation par le bénéficiaire de produire les certificats ou justifications de scolarité les 10 mars et 10 juin de la présente année scolaire.

Les dits certificats ou justifications seront mis au soutien du dernier versement trimestriel.

La dépense est imputable au budget local du Togo — Chapitre XIII — article 6 — paragraphe 5 — (Bourses et allocations).

Conseil d'administration

N° 2087 AP. — Par arrêté du Gouverneur général de l'A.O.F., Haut-Commissaire de la République au Togo en date du :

11 juillet 1945. — Sont nommés membres du conseil d'administration du Togo :

1^o — le médecin-lieutenant colonel Queinnec, directeur local de la santé publique au Togo, en remplacement du médecin colonel Le Gac;

2^o — l'ingénieur hors classe des Travaux publics Gustave, chef du service des Travaux publics du Togo, en remplacement de l'ingénieur principal des Travaux publics Prunet.

Commission

Par décision N° 433 F. du :

3 août 1945. — Une commission composée de :
M. Sanson, chef du bureau des finances *Président*
M.M. Lombard, chef de la subdivision des Travaux publics,

Rosa, chef du service de la voie, } *Membres*
Brenner, chef de la section du matériel,

se réunira sur la convocation de son président à l'effet de procéder à la réévaluation de quatre tracteurs provenant de la récupération des Travaux Neufs.

Enseignement

Ecoles du Gouvernement général

Par décision du Gouverneur général de l'Afrique Occidentale française en date du :

2 juillet 1945. — Sont déclarés définitivement admis à l'examen pour l'obtention de la deuxième partie du diplôme de sortie de l'Ecole normale Frédéric-Assomption les élèves dont les noms suivent :

2^e Section Agriculture.

Mention assez bien :

4. Komlan Kouma, du Togo.

Mention passable :

6. Mensah Paul, du Togo

Certificat d'Études primaires élémentaires

Par décision N° 437 E. du :

3 août 1945. — Les épreuves écrites et orales du Certificat d'études primaires élémentaires pour l'année 1945 auront lieu à Lomé, Anécho, Atakpamé, Palimé et Sokodé le 20 août et jours suivants. Elles commenceront le matin à 7 heures 30 et le soir à 14 heures 30.

Les candidats du centre de Mango se rendront à Sokodé pour y passer l'examen.

Les commissions d'examen prévues à l'article 6 de l'arrêté du 30 juillet 1945 sont composées comme suit :

CENTRE DE LOMÉ

Président :

M. Robichon, chef du service de l'enseignement p. i.

Membres :

M. Giraud, chef du secteur scolaire d'Anécho;
Le commandant de cercle ou son délégué;
Mme Robichon, directrice de l'école européenne de Lomé;
Mme Villedon de Naide, institutrice stagiaire en service à Lomé;
Mlle Amorin Florentine, institutrice du C.S. de l'A.O.F. en service à Palimé;
Mlle Sanvee Régina, institutrice du C.S. de l'A.O.F. en service à Anécho;
M. Ankrah David, instituteur du C. S. de l'A.O.F. en service à Atakpamé;
M. Kpodar Louis, instituteur ordinaire en service à Anécho;
Mme la directrice de l'école Notre-Dame des Apôtres d'Anécho;
M. Mikem Michel, instituteur auxiliaire en service à Anécho;
Le R. P. Riegert, directeur des écoles catholiques;
M. Laclé Pierre, instituteur à la Mission Catholique d'Anécho;
Mlle Pelletier, directrice des écoles de la Mission Evangélique;
M. Ahyee Jacques, moniteur à la Mission Protestante de Palimé;
M. Sanvee Josiah, notable Togolais à Lomé.

CENTRE D'ANÉCHO

Président :

M. Dérros, chef du secteur scolaire de Palimé, délégué du chef du service de l'enseignement;

Membres :

Le commandant de cercle ou son délégué;
M. Atayi Salomon, directeur de l'école régionale de Lomé;
M. D'Almeida Alex, instituteur ordinaire du C. S. de l'A.O.F., en service à Lomé;
M. Kponton Hubert, instituteur ordinaire en service à Lomé;
M. Kudjoh Hermann, moniteur surnuméraire du C. S. de l'A.O.F. en service à Lomé;
M. Amah Moorhouse, instituteur auxiliaire en service à Lomé;
Mlle Kouéviakoé Hélène, institutrice du C. S. de l'A.O.F., en service à Palimé;
Le R. P. Lingenheim, Mission Catholique de Lomé;
M. David Albert, directeur de l'école de la Mission Catholique de Lomé;
Sœur Lucilla, du Couvent Notre-Dame des Apôtres de Palimé;
M. Kpostra Eilfried, Mission Evangélique de Lomé;

M. Mensah Koumako Fred, notable Togolais à Anécho.

CENTRE D'ATAKPAMÉ

Président :

M. Petit, directeur du Cours Normal des Moniteurs, délégué du chef du service de l'enseignement;

Membres :

Le commandant de cercle ou son délégué;
M. Ajavon Henri, directeur de l'école régionale de Sokodé;
Mlle Kpodar Cécile, institutrice du C. S. de l'A.O.F., en service à Lomé;
Mlle D'Almeida Véronique, institutrice du C. S. de l'A.O.F., en service à Lomé;
M. Dagba Francis Victor, directeur de l'école de Nuatja;
M. Fumey Arnold, instituteur adjoint en service à Sokodé;
Le R. P. Bosetti, Mission Catholique de Palimé;
Mlle Monod, Mission Evangélique d'Agou-Nyongbo;
M. Gafah Pierre, Mission Catholique de Lomé;
M. Adjoyi Constantin, Mission Protestante de Lomé;
Un notable indigène désigné par le commandant de cercle.

CENTRE DE PALIMÉ

Président :

M. Buisson, directeur de l'école primaire supérieure de Lomé, délégué du chef du service de l'enseignement;

Membres :

Le chef de subdivision ou son délégué;
M. Aquerebumu Samuel, instituteur du cadre supérieur en service à Lomé;
M. Amédégnato Richard, instituteur ordinaire en service à Wogan;
Mlle Lawson Hélène, institutrice du C. S. de l'A.O.F., en service à Anécho;
M. Johnson Gabriel, instituteur ordinaire en service à Lomé;
M. Tèkoé Alexandre, instituteur adjoint en service à Lomé;
Le R. P. Gester, Mission Catholique de Togoville;
Mme Nouvelon, Mission Protestante d'Atakpamé;
M. Ecoué Jérôme, Mission Catholique d'Atakpamé;
M. Akouété John, Mission Méthodiste d'Anécho;
Fia Koffi, maire de la Commune indigène de Palimé;
Sœur Magdala, du Couvent Notre-Dame des Apôtres de Lomé.

CENTRE DE SOKODÉ

Président :

M. Morin, directeur de l'école professionnelle de Sokodé, délégué du chef du service de l'enseignement;

Membres :

Le commandant de cercle ou son délégué;
M. Ayih Frédéric, instituteur adjoint du C. S. de l'A.O.F., en service à Lomé;
M. De Médeiros Jean Julio, instituteur ordinaire en service à Lomé;

M. Lawson Body Jonathan, instituteur ordinaire en service à Anécho;

M. Jacob Adoté, instituteur ordinaire en service à Lomé;

Mlle Olympio Amélia, institutrice du C. S., de l'A.O.F. en service à Lomé;

Le R. P. Waikowiwk, Mission Catholique d'Alédjo;

Un notable indigène désigné par le commandant de cercle.

La commission centrale prévue à l'article 8 de l'arrêté du 30 juillet 1945, est éventuellement composée comme suit :

Président :

M. Robichon, chef du service de l'enseignement;

Membres :

Le commandant de cercle ou son délégué;

Mme Robichon directrice de l'école européenne;

Mme Villedon de Naide, institutrice stagiaire;

M. Buisson, directeur de l'école primaire supérieure de Lomé;

M. Giraud, chef du secteur scolaire d'Anécho;

M. Aquereburu Samuel, instituteur du cadre supérieur du Togo;

Le R. P. Riegert, directeur des écoles catholiques;

Sœur Jacques-Marie, directrice de l'école Notre-Dame des Apôtres;

Mlle Pelletier, directrice des écoles de la Mission Evangélique.

Subventions

Par décision No 426 E. du :

27 juillet 1945. — Pour le deuxième trimestre 1945, les subventions suivantes sont accordées aux établissements de l'enseignement privé ci-dessous désignés afin de contribuer à couvrir leurs dépenses de personnel, de matériel, d'outillage, d'enseignement professionnel, manuel ou agricole et de fournitures scolaires :

Mission Catholique 242.462

Mission Evangélique 58.350

Mission Méthodiste (1^{er} et 2^e trimestre) 13.800

Les primes suivantes pour succès aux examens sont accordées aux établissements de l'enseignement privé ci-dessous désignés :

Mission Evangélique 9.600

Mission Méthodiste 2.000

Impôts

Par arrêté No 278 bis CD. du :

31 mai 1945. — Sont prises en charge, au titre des impôts directs, exercice 1944, les sommes détaillées ci-après s'élevant à Cent un mille sept cent soixante quinze francs quatre vingt dix centimes.

AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT	TOTAUX
Exercice 1944			
Anécho	Impôt cédulaire	48,—	48,—
Klouto	Impôt personnel	140,—	205,—
	Patentes	5,—	
	Rachat des prestations	60,—	
Sokodé	Impôt foncier	29,90	29,90
Mango	Impôt personnel	6.930,—	93.095,—
	Patentes	55.385,—	
	Rachat des prestations	30.780,—	
Dapango	Impôt personnel	200,—	8.398,—
	Licences	7.950,—	
	Taxe sur armes	128,—	
	Taxe sur bicyclettes	120,—	
	TOTAL		101.775,90

Le recouvrement doit être assuré selon les règlements en vigueur.

Justice

Par arrêté No 415 APA. du :

6 août 1945. — La liste des assesseurs européens près le tribunal criminel de Lomé pour l'année 1945 est modifiée comme suit :

M.M. Tessier, chef de dépôt des C.F.T., en remplacement de M. Larrère;

Boutet, sous-chef de bureau des Chemins de Fer, en remplacement de M. Robert;

Dromard, agent de Commerce, en remplacement de M. Bastard.

Monnaies anglaises

Par décision N° 442 CUR. du :

7 août 1945. — Le Trésorier-payeur du Togo est exceptionnellement autorisé à recevoir dans ses caisses, une somme de 1 livre sterling 12 shillings 12 pence, détenue par le Service de la Curatelle et provenant de dépôts délaissés au greffe de la prison de Lomé et de saisie.

Résidence obligatoire

Par arrêté N° 416 APA. du :

6 août 1945. — Le nommé Amouzou Vitus, détenu à la prison de Sokodé, âgé de 39 ans environ, né vers 1905 à Zoolagan (cercle d'Anécho), fils de feu Amouzou Joseph et de Agbessivi, de race et coutume Pédah marié, 4 enfants, ex-commis d'Administration, étant domicilié auparavant à Lomé, condamné, a) par l'arrêt N° 61 du 16 novembre 1944 du Tribunal Colonial d'Appel de Lomé, pour escroquerie 1° — à 1 an de prison, 500 francs d'amende, 5 ans d'interdiction de séjour et incapacité d'exercer à jamais aucun emploi public; 2° — à 3 mois de prison, 500 francs d'amende pour le même délit; 3° — à 2.000 francs d'amende pour opérations illicites de nantissement de matières d'or autres que l'or brut et complicité avec confusion de peine; b) par l'arrêt N° 27 du 17 mai 1945 du Tribunal Colonial d'appel de Lomé à 6 mois de prison pour non-paiement de dettes civiles avec confusion des peines prononcées par l'arrêt N° 61 du 16 novembre 1944, est astreint à la résidence obligatoire dans le cercle du centre pour une durée de cinq ans, à compter du 2 septembre 1945, date d'expiration de sa peine de prison.

Secours

Par arrêté N° 406 F. du :

31 juillet 1945. — Est renouvelé pour une période de 3 ans à compter du 1^{er} janvier 1945, à M. Franz Kuaku, demeurant à Lomé, le secours temporaire de Mille cinq cents francs (1.500 frs.) par an qui a été accordé par arrêté N° 623 du 16 septembre 1941 en faveur des orphelins de feu Martin Folly, aide-médecin du cadre local du Togo décédé à Lomé le 13 décembre 1936.

Ce secours est payable trimestriellement et à terme échu à M. Franz Kuaku, tuteur légal des orphelins de feu Martin Folly.

La dépense correspondante est imputable au chapitre XIV — article 2 — paragraphe 1 — du budget local du Togo.

Par décision N° 441 APA. du :

6 août 1945. — Les secours, ci-après, payables en une seule fois, sont accordés aux nommés :

1° — Bakouso, âgé de 60 ans environ, cultivateur, demeurant à Karé (subdivision de Lama-Kara — cercle de Sokodé) . . . 5.000 frs.

2° — Ouala, âgé de 65 ans environ, cultivateur, demeurant à Lao (subdivision de Lama-Kara — cercle de Sokodé) . . . 3.000 —

La dépense est imputable au chapitre XXII, article 1, paragraphe 1 (terrain d'aviation).

Victimes de Vichy**Indemnités de dédommagement**

Par arrêté N° 411 APA. du :

4 août 1945. — Des indemnités, dont le montant est indiqué ci-dessous, sont accordées, en réparation des dommages matériels par elles subis, aux personnes non fonctionnaires suivantes, victimes de l'Autorité de fait dite : « Gouvernement de l'Etat Français ».

Semanou Kokou Alphonse	10.000 frs.
Adabounou Galley Eunice	1.500 —
Akli Apozo Benoît	12.000 —
Adouakonou Bruno	8.000 —
Anthony Marcus	8.000 —
Amegah Adekplovi Stanislas	10.000 —
Kodjo Tekpo Christophe	6.000 —
Koffi Zigan Mathias	10.000 —
Anthony Joseph	12.000 —

PARTIE NON OFFICIELLE**AVIS ET COMMUNICATIONS****Audience de vacations**

Par délibération en date du 31 juillet 1945 du Tribunal de Lomé en Chambre du Conseil, les audiences de vacations pour l'année 1945, ont été fixées au mardi 2 octobre et au vendredi 12 octobre 1945.

Avis d'adjudication**Fourniture de 20.000 mètres cubes de ballast de la carrière d'Agbonou au Réseau des Chemins de Fer du Togo**

Le 21 septembre 1945 à 10 heures, il sera procédé, à Lomé, dans les Bureaux du Secrétariat Général, en séance publique et dans les formes réglementaires, à l'adjudication, au rabais sur soumissions cachetées, des travaux de fourniture de 20.000 mètres cubes de ballast de la carrière d'Agbonou pour le Réseau des Chemins de Fer du Togo.

Les travaux, à exécuter dans un délai de 20 mois à compter de la notification de l'approbation de l'adjudication ont été évalués comme suit :

Travaux proprement dits	2.820.000 frs.
Somme à valoir	180.000 —
Total	3.000.000 frs.

Le cautionnement provisoire a été fixé à 40.000 frs.

Le cautionnement définitif a été fixé à 80.000 frs.

Les renseignements relatifs à cette adjudication seront communiqués tous les jours, sauf dimanches et jours fériés, au Bureau d'Etudes du Service des Travaux Publics et Transports à Lomé, de 9 heures à 11 heures 30 et de 14 heures à 17 heures.

Il pourra être remis un exemplaire du dossier aux entrepreneurs qui en feront la demande, et contre versement de la somme de 200 francs. La demande devra être adressée au Directeur du Réseau des Chemins de Fer du Togo.

Avis de concours

Agents de police

Un concours pour quinze emplois d'agents de police sera ouvert à Lomé le 15 novembre 1945.

Sont admis à concourir les candidats réunissant les conditions fixées par l'arrêté n° 183/p. du 8 avril 1944 créant au Togo un cadre local subalterne d'agents de police (voir J. O. T., page 225).

Les demandes d'inscription et les dossiers seront adressés à Monsieur le Commissaire de la République à Lomé avant le 15 octobre 1945.

Pour tous renseignements, s'adresser au Bureau du Personnel à Lomé.

DOMAINES

Avis de Bornage

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

Le Jeudi 6 Septembre 1945 à neuf heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé quartier Nyékonakpoé, Cercle de Lomé consistant en un terrain en forme de quadrilatère irrégulier, urbain non-bâti d'une contenance de 7 ares 60 centiares, borné au nord par terrain à Kubevi Aho, à l'est par terrain à Deganus, au sud par terrain à Kubevi Aho, à l'ouest par une rue non dénommée, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Simons de Fantî Emmanuel Kwesi Nyamibekyre, employé de commerce chez Eychenne, demeurant et domicilié à Lomé, agissant en son nom et pour son compte personnel suivant réquisition du 6 février 1945, n° 1295.

Le Jeudi 6 Septembre 1945 à neuf heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé quartier n° 6, Cercle de Lomé consistant en un terrain urbain en forme de trapèze sur

lequel se trouvent édifiés divers bâtiments à usage d'habitation, d'une contenance de 6 ares 19 centiares, borné à l'est par Titre Foncier n° 614 à Joseph Siggini, au sud par Titre Foncier n° 613 à Joseph Siggini, à l'ouest par la rue Vauban, au nord par terrain aux héritiers Thimoty Agbétsiafa Anthony, dont l'immatriculation a été demandée par Maître Raymond Viale, avocat-défenseur, demeurant et domicilié à Lomé, agissant comme mandataire de M. Dominique Coco, contre-maître au service du wharf, en retraite, à Cotonou, suivant réquisition du 23 mars 1945, n° 1297.

Le Jeudi 6 Septembre 1945 à neuf heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, Cercle de Lomé consistant en un terrain urbain, bâti, ayant la forme de quadrilatère irrégulier, sur lequel se trouve édifée une construction en briques, couverte de tôles ondulées, borné à l'est par la rue Thiers, au nord par G. M. Gunn, à l'ouest par Thimoty Anthony, au sud par A. Johnson dont l'immatriculation a été demandée par les dames Assiata Saka Aguiar, Mamouna Saka Aguiar et le sieur Michael Saka Aguiar, revendeuses et tailleur, demeurant à Agoué et Lomé, agissant en leurs noms et pour leur compte personnel comme co-propriétaires par indivis suivant réquisition du 23 mai 1945, n° 1298.

Le Jeudi 6 Septembre 1945 à neuf heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, quartier n° 6, Cercle de Lomé consistant en un terrain urbain, bâti, ayant la forme d'un trapèze portant une petite construction en briques de ciment couverte en tôles ondulées d'une contenance d'environ 3 ares 40 centiares, borné au nord par T. 277 du Territoire du Togo à Andréas Hihewodo Agamah, à l'est par terrain à Léo Bakar, au sud par la rue de Cross-Bè, à l'ouest par T. 19 de Lomé à Boniface M. Apaloo dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Quashie Frédéric Agbevam, propriétaire-planteur, demeurant et domicilié à Lomé, agissant en son nom et pour son compte personnel suivant réquisition du 29 mai 1945, n° 1299.

Le Conservateur de la propriété foncière p. i.,
BERLIE.

SOCIETE COMMERCIALE DE L'OUEST AFRICAIN

Société anonyme

Siège social à **PARIS** 7 rue du Téhéran

AUGMENTATION DE CAPITAL

PROROGATION

1^o — Aux termes d'une délibération prise le 12 août 1941, l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société anonyme, SOCIETE COMMERCIALE DE L'OUEST AFRICAIN, alors au capital de 125.000.000 de francs, ayant son siège à Paris, 7 rue de Téhéran, a adopté, à l'unanimité, notamment les résolutions suivantes ici littéralement rapportées.

PREMIÈRE RÉOLUTION

« L'Assemblée générale autorise le Conseil d'Administration à augmenter le capital social, qui est actuellement de cent vingt-cinq millions de francs, d'une somme de cent vingt-cinq millions de francs, en une ou plusieurs fois, par la création d'actions nouvelles à émettre contre espèces et ce sur simples décisions dudit Conseil qui détermineront l'importance de l'augmentation ou des augmentations successives dans la limite susindiquée, les époques, les taux, les conditions et modalités de chaque émission sous réserve de l'accomplissement des formalités de vérification par l'assemblée générale conformément à la loi ».

II^e — Aux termes d'une délibération prise le 12 août 1941 dont une copie certifiée conforme est demeurée annexée à la minute de la délibération reçue par M^e GODET, notaire à Paris, le 9 décembre 1941, ci-après énoncée, le Conseil d'administration de ladite Société, conformément à l'autorisation de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires susénoncée, a décidé de procéder à l'augmentation de capital social de 125 millions de francs à 200.000.000 de francs par l'émission de 300.000 actions nouvelles de 250 francs nominal chacune, à souscrire contre espèces, ainsi qu'il est indiqué.

AUGMENTATION DE CAPITAL

« En conformité des dispositions de l'article 7 des statuts tel que modifié par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, du douze août mil neuf cent quarante et un, le Conseil d'administration décide de procéder à une augmentation de capital de cent vingt-cinq millions de francs à deux cents millions de francs par l'émission de trois cent mille actions nouvelles de deux cent cinquante francs nominal chacune, à souscrire contre espèces.

III^e —

IV^e —

Aux termes d'une délibération prise par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société ci-dessus dénommée le 29 décembre 1941, dont copie du procès-verbal a été déposée au rang des minutes de M^e GODET, notaire à Paris, suivant acte reçu par lui le 29 décembre 1941, enregistré, ladite assemblée a adopté à l'unanimité les résolutions suivantes, ici littéralement rapportées :

PREMIÈRE RÉOLUTION

« L'assemblée générale, connaissance prise et après vérification de tous les actes et formalités accomplis

« par le Conseil d'administration en conformité des lois en vigueur et des autorisations qui lui ont été données par l'assemblée générale extraordinaire du douze août mil neuf cent quarante et un, reconnaît sincère et véritable :

« La déclaration faite par le délégué du Conseil d'administration suivant acte reçu le neuf décembre mil neuf cent quarante et un par M^e GODET, notaire à Paris, de la souscription des trois cent mille actions, N^o 500.001 à 800.000, de deux cent cinquante francs chacune, représentant l'augmentation du capital de Francs soixante quinze millions décidée par le Conseil d'administration, dans sa délibération du douze août mil neuf cent quarante et un, prise en conformité de l'article 7 des statuts et du versement intégral des actions souscrites et de la prime afférente à chaque action, soit au total, la somme de quatre-vingt-deux millions cinq cent mille francs.

« Et l'état annexé à ladite déclaration.

« Cette augmentation de capital étant définitivement réalisée, le capital social qui était de cent vingt cinq millions de francs est élevé à deux cent millions de francs, divisé en huit cent mille actions de deux cent cinquante francs chacune, toutes de même catégorie complètement libérées ».

DEUXIÈME RÉOLUTION

Comme conséquence de la résolution qui précède, les deux premiers alinéas de l'article 7 des statuts sont modifiés comme suit :

« Art. 7. — Le capital social est fixé à deux cent millions de francs divisé en huit cent mille actions de deux cent cinquante francs chacune, toutes de même catégorie, complètement libérées.

« Le Conseil d'administration est statutairement autorisé à augmenter le capital social jusqu'à un chiffre total de deux cent cinquante millions de francs en une ou plusieurs fois par la création d'actions nouvelles à émettre contre espèces, et ce, sur simples décisions dudit Conseil qui détermineront l'importance de l'augmentation ou des augmentations successives dans la limite susindiquée, les époques, les taux, les conditions et les modalités de chaque émission, sous réserve de l'accomplissement des formalités de vérification par l'assemblée générale, conformément à la loi ».

TROISIÈME RÉOLUTION

« L'assemblée générale, délibérant dans les conditions des articles 5, 6 et 7 du décret-loi du huit août mil neuf cent trente cinq, à l'effet d'écarter l'application des articles 1 à 4 du même décret, créant au profit des actionnaires un droit préférentiel de souscription aux augmentations de capital.

« Connaissance prise des rapports du Conseil d'administration et des commissaires aux comptes, établis conformément aux articles 6 et 7 de ce même décret :

« Décide que le Conseil d'administration, sans pré-judice de l'autorisation d'augmenter le capital social qui lui est conférée par l'article 7 des statuts, procédera au moment qu'il jugera opportun à une augmentation de capital spéciale, contre espèces, par l'émission du nombre d'actions nouvelles d'une valeur nominale de deux cent cinquante francs chacune, qu'il fixera comme suffisant pour satisfaire les demandes des actionnaires ci-dessous, auxquels la souscription de ces actions nouvelles sera exclusivement réservée, étant entendu que cette augmentation de capital spéciale ne pourra pas excéder un montant nominal total de sept millions cinq cent soixante douze mille francs.

« Tout propriétaire d'actions de la Société, dont les numéros sont compris entre 1 et 500.000 qui, de l'appréciation du Conseil d'administration justifiera qu'il était déjà propriétaire de ces mêmes actions, le trente septembre mil neuf cent quarante et un (date de clôture de la période de souscription à l'augmentation de capital de cent vingt-cinq à deux cent millions de francs) et qu'il n'a pu, en raison des circonstances résultant de l'état de guerre, exercer pendant cette période son droit de souscription afférent à ces mêmes actions, pourra souscrire dans cette augmentation de capital spéciale, un nombre d'actions nouvelles égale à celui qui lui aurait été attribué à titre irréductible dans cette augmentation de capital de cent vingt-cinq à deux cent millions de francs, du chef de ses actions anciennes.

« Il pourra, en outre, souscrire à titre réductible, étant entendu que le nombre total des actions susceptibles d'être attribuées à ce titre, ne devra pas excéder dix pour cent du nombre total des actions souscrites à titre irréductibles dans cette émission spéciale, ce rapport de dix, dix pour cent, étant celui existant dans l'augmentation de capital de cent vingt-cinq à deux cent millions de francs.

« La répartition aux souscriptions à titre réductible sera faite au prorata du nombre d'actions anciennes possédées par chaque souscripteur, sans qu'il soit tenu compte des fractions et sans qu'il puisse être attribué un nombre d'actions nouvelles supérieur à la demande.

« Ceux des propriétaires ainsi admis à souscrire et qui n'auraient pas un nombre d'actions anciennes correspondant à un nombre entier d'actions nouvelles par application du droit de souscription à titre irréductible pourront se réunir pour exercer ce droit sans qu'il puisse résulter de ce fait une souscription indivise, la Société ne reconnaissant qu'un seul propriétaire pour chaque action.

« Ces actions nouvelles seront émises au prix de deux cent soixante quinze francs par action (deux cent cinquante francs pour le capital nominal et vingt-cinq francs pour la prime), payable lors de la souscription et seront créés jouissance du début

« de l'exercice (c'est-à-dire du premier mai) au cours duquel cette augmentation de capital spéciale aura été réalisée.

« La somme, dont l'ensemble des actions anciennes et nouvelles au porteur après cette augmentation de capital spéciale pourra être redevable au titre de la taxe de transmission pour l'exercice au cours duquel aura eu lieu l'augmentation de capital spéciale, sera répartie entre ces actions, de telle manière que toutes les actions au porteur ayant droit à un même dividende brut reçoivent le même dividende net.

« L'assemblée donne tous pouvoirs au Conseil d'administration pour réaliser l'émission de ces actions nouvelles aux dates, dans les délais et suivant les modalités qu'il fixera, notamment fixer toutes dates, délais et conditions pour l'exercice du droit de souscription réservé exclusivement aux propriétaires d'actions anciennes ci-dessus désignés, recueillir les souscriptions aux actions nouvelles et les versements y afférents déclarer ces souscriptions et versements devant notaire et d'une façon générale décider et effectuer toutes opérations et formalités, fixer toutes conditions utiles pour la réalisation de cette augmentation de capital spéciale ».

QUATRIÈME RÉSOLUTION

« L'assemblée générale décide de proroger de soixante quinze années, la durée de la Société et, en conséquence, décide de modifier comme suit, l'article 4 des statuts :

« Art. 4. — La durée de la Société est fixée à cent trente cinq années à compter du jour de sa constitution définitive (4 avril 1907) sauf les cas de dissolution anticipés ou de prorogation prévus par les présents statuts ».

CINQUIÈME RÉSOLUTION

« Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal pour en faire tous dépôts et publications qu'il appartient ».

Deux expéditions :

1^{re} — De la délibération du Conseil d'administration du 9 décembre 1941 et des procès-verbaux y annexés de la délibération du même Conseil du 12 août 1941 des assemblées générales des actionnaires des 30 septembre 1938 — 29 septembre 1939 — 31 octobre 1940 — et 30 septembre 1941;

2^o — De la déclaration de souscription et de versement du 9 décembre 1941;

3^e — De l'acte de dépôt du 29 décembre 1941, du procès-verbal de la délibération de l'assemblée générale extraordinaire du 29 décembre 1941 et dudit procès-verbal,

Le tout susénoncé,

Ont été déposées au greffe du Tribunal de Commerce de la Seine le 22 janvier 1942, et au Greffe du Tribunal de Première Instance de Dakar, le 16 avril 1942.

Le Conseil d'Administration